

# Les écoles d'architecture au bord de l'explosion !

Depuis de nombreuses années déjà, Sud Culture et l'ensemble des organisations syndicales ont alerté le ministère de tutelle des ENSA, les dirigeants successifs des établissements et l'ensemble des personnels que les moyens n'étaient pas au rendez-vous de la transformation profonde que les ENSA vivaient depuis 15 ans avec la mise en place des cursus Licence - Master - Doctorat (LMD) et du changement décisif contenu dans la réforme de 2018 avec la mise en place du statut d'enseignant chercheur et les changements dans la gouvernance.

Les directeurs des ENSA accompagnés des présidents nouvellement nommés à leur tête ont pris conscience en décembre 2019, un an seulement après la mise en place de la réforme, de l'étendue des dégâts qui étaient pourtant bien connus, reconnus, et subis. Dans la foulée, les Conseils Pédagogiques et Scientifiques (CPS) de 15 ENSA ayant pris la mesure de la catastrophe annoncée se sont mises en grève administrative mi-janvier alors même qu'un mouvement semblable gagne les universités et l'ensemble des établissements d'enseignement supérieur.

Car catastrophe il y a quand on découple si longtemps, si profondément les moyens humains et financiers de l'ambition annoncée, et quand on laisse se déliter des organisations de travail.

Citons :

Pour la première campagne de recrutement d'enseignants chercheurs : pléthore de comités de sélection locaux dans chaque ENSA, épuisant les forces des équipes administratives et enseignantes concernées, et à moyens constants ! Des enseignants associés **recrutés mais pas payés pendant 3 mois ! Un dispositif de mutations impensé** qui s'est traduit l'été 2019 par une grande cacophonie et un recul des droits des enseignants par rapport à la loi de 1984 sur la fonction publique !

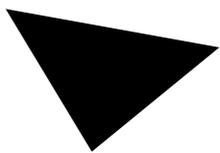
N'oublions pas que cette réforme porte en elle une **fourberie originelle**. Alignement sur le modèle l'université, oui, mais par le bas ! Un enseignant à la fac = 192 h éq TD, un enseignant d'ENSA = 320 h éq TD...

Pour 2020, **0 création de postes de professeurs !** Sur les 50 postes de professeurs devant être créés entre 2018 et 2022, seuls **15 postes ont été obtenus.**

Le ministère et toutes les organisations syndicales signent le 21 avril 2017 un « protocole relatif au plan d'accès à l'emploi titulaire dans les ENSA » devant permettre de dé-précariser la situation d'enseignants contractuels par la création de 190 postes ETP d'enseignants d'ici 2023. Avec **30 postes manquants par an** aux concours de recrutement, c'est mensonge et trahison...

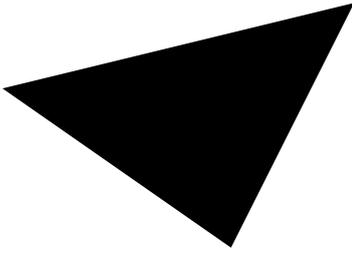
Entre mars 2016 et mars 2019, un **nombre conséquent d'enseignants contractuels en CDD a disparu** (309 personnes physiques exactement). Sont-ils ceux et celles dont le contrat subitement n'est pas renouvelé, et qui deviennent, avec la même fonction, des « intervenants extérieurs » en illégalité complète avec les textes de la réforme ? **Quelle stratégie de gestion des 1160 enseignants en CDD et CDI ?** Aucun diagnostic et aucune instruction par la tutelle, autonomie oblige ! Certaines ENSA se sentent autorisées à nouer de nouveaux CDD, d'autres pas. Certaines facilitent l'intégration des enseignants en CDI en leur proposant des contrats de 220h, d'autres hors de question.

Un enseignant en CDD ou CDI à mi-temps (160h) est rémunéré à l'indice 329, soit exactement 752.10 € bruts / mois. Sachant que certaines écoles, **sans aucune vergogne**, n'hésitent pas à demander à ces enseignants en CDI les mêmes obligations de service qu'à un titulaire ou un associé !



**Que vaut pour la collectivité publique un étudiant en architecture ? Les iniquités sont criantes dans l'enseignement supérieur et entre les ENSA.** On nous promet un état des lieux. De cette mise à plat, qu'en ressortira-t-il ? **Déshabiller Pierre pour habiller Paul ?** Cautionner une bataille de chiffonniers entre établissements pour se partager la misère, arbitrée par une tutelle sans pouvoir d'agir, puisque tout se joue à Bercy ? **En 2020, l'annonce des plafonds d'emploi sur budget du ministère est pour la 1ère fois en baisse d'1 à 2 ETP, voire 3 à 4 !** dans certaines ENSA.

Que vaut une gouvernance rénovée de nos établissements si leurs dirigeants gardent leurs habitudes jupitériennes ? Les ruptures du dialogue social, les **dérives autoritaires et délétères** sont de retour : **Saint Etienne, Nancy, Strasbourg, Marseille, Nantes, Marseille, Paris-Est (Anciennement Marne la Vallée)...**, les témoignages remontés du terrain sont inquiétants. Etonnons-nous alors que dans plusieurs de nos écoles, **des Risques Psycho-Sociaux soient avérés** : conditions de travail dégradées, stress excessif, injonctions contradictoires, surcharges de travail non prises en compte, discrimination syndicale, travail morcelé, rétention d'information, laisser-faire alternant avec autoritarisme etc. La liste est longue...



Du côté des **agents administratifs**, moult réformes ont surchargé la barque sans remettre à plat les missions. Rajoutons la lourdeur des processus de recrutements au sein du ministère qui induit des **postes vacants sur de très longues durées** amenant les collègues restants à prendre en charge des tâches en plus. Les directeurs pointent eux-mêmes que les « agents sont exclus de toutes les réflexions por tant sur la reconnaissance de leurs effor ts au service de la modernisation du ministère et ne bénéficient d'aucune prime à ce titre. Plus globalement, **leur situation leur est défavorable par rapport à leurs homologues du ministère au plan du RIFSEEP, de la promotion, du régime indemnitaire, du déroulement de carrière** ».

Comme aujourd'hui aucun manager ne peut convoquer les gains de productivité, **il est demandé aux agents admnistratifs de PRIORISER ! Quoi ? quand tout est prioritaire !** Comment ? puisque le crédo navigue entre injonction autoritaire (« faites ceci, pas cela ») et renoncement et négligence (« à vous de gérer vos priorités ! »). Pas la peine de stigmatiser qui que ce soit. N'oublions pas que ces managers sont eux-mêmes malmenés et soumis aux mêmes dégradations de l'organisation et des conditions de travail. Alors, on panse l'organisation avec des approches hygiénistes et individualisantes. On parle de « bien-être des agents au travail », on organise des cours de yoga, on installe des baby-foot, on fête la galette des rois ...

L'obsession du modèle universitaire pousse à **intégrer à marche forcée** des établissements gigantesques (Grenoble, Paris Est) ou des montages par tenariaux nébuleux censés avoir eu le temps d'être pensés et concertés. Les IDEX et autres grands projets inscrits dans les Programmes d'Investissements d'Avenir (PIA) menés depuis 2010 n'ont même pas eu le temps de faire l'objet d'évaluations qu'on demande aux instances des ENSA de voter des textes statutaires, d'ailleurs incomplets !

Et bien sûr, **sans aucun moyen supplémentaire** pour abonder les fonctions suppor ts alors que le suivi des missions, la comitologie permanente, le montage de projets nouveaux ... ont démultiplié pour cer tains personnels enseignants et administratifs les interactions obligatoires avec leurs homologues du site universitaire. Il s'agit d'une véritable fuite en avant puisque **jamais ne sont posées les questions de l'impact sur l'organisation du travail, sur les conditions de travail et sur les métiers**. C'est la **stratégie de l'enseignement supérieur de l'architecture confiée à une Madame Irma !**

**Nous ne doutons pas d'une certaine volonté de la direction de l'architecture pour peser en faveur d'un dessein du futur de l'enseignement de l'architecture.**

En revanche, **nous doutons fortement du pouvoir d'agir de cette tutelle** qui se dit « en capacité de » alors que les règles du jeu sont d'ores et déjà définies d'un côté, bien au-dessus, au ministère des Finances et de l'autre côté, bien au-delà, **dans des établissements livrés à une gouvernance en cours de construction, pour ne pas dire dépassée.**

**Une réforme a été posée, nous n'avons jamais cessé d'y questionner et introduire deux trajectoires qualitatives :**

**Comment rendre cohérents une évolution stratégique globale au service de l'intérêt général de l'enseignement de l'architecture avec des mises en œuvre dispersées au niveau local ? Comment éviter la baisse des conditions de travail et de la qualité d'organisation des établissements quand ils deviennent plus autonomes et surchargés de missions et quelle mise en place de réflexions en avant sur les conditions de travail, la prise en considération de l'humain, la résorption de la précarité et le service public aux étudiants ?**

**Quels moyens au service de l'enseignement de l'architecture et de la recherche qui concernent plus de 20 000 étudiants, 4 000 enseignants et administratifs et la formation des futurs professionnels de la construction et de l'aménagement de notre futur cadre de vie ? Quels moyens mis au service de la recherche et de l'innovation, des laboratoires et des doctorants ? Quel alignement réel des charges horaires des enseignants sur les universités puisque maintenant ils sont aussi chercheurs ?**

**Nous savons qu'au-delà des ENSA, c'est l'ensemble de nos services publics qui sont mis à mal. C'est une raison de plus pour laquelle nous n'abandonnerons pas la responsabilité de veille et d'expression qui nous incombe.**

Janvier 2020

<https://sud-culture.org/?p=7822>

Ici, l'analyse détaillée des représentants Sud Culture du CT des ENSA qui a servi de matériau à ce communiqué.

Culture  
**Sud**  
Solidaires